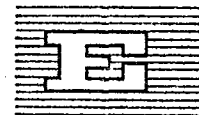


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1230
7 février 1977
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTHEID DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 20 (XXIX) sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptée le 30 août 1976, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a demandé aux gouvernements d'offrir, en réponse à l'appel lancé par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés le 22 juin 1976, des possibilités de réinstallation aux personnes présentement réfugiées en Argentine. Elle a également demandé au Secrétaire général de prier le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de mettre son rapport à l'Assemblée générale à la disposition de la Commission des droits de l'homme avant sa prochaine session, avec tous les renseignements additionnels qu'il aurait sur les faits nouveaux se rapportant aux questions traitées dans la résolution.
2. Le projet annuel le plus récent du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à l'Assemblée générale (A/31/12 et Add.1 et 2) est mis à la disposition des membres de la Commission. Les renseignements additionnels dont il est question dans la résolution 20 (XXIX) reçus du Haut Commissaire en date du 2 février 1977 sont présentés dans l'annexe au présent document.

Annexe

"1. Selon l'alinéa B du paragraphe 6 du statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), adopté par l'Assemblée générale le 14 décembre 1950 comme annexe à la résolution 428(V), le mandat du Haut Commissaire s'exerce notamment :

"Sur toute (autre) personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou, si elle n'a pas de nationalité, hors du pays où elle avait sa résidence habituelle, parce qu'elle craint, ou a craint, avec raison, d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques, et qui ne peut pas ou qui, du fait de cette crainte, ne veut pas se réclamer de la protection du gouvernement du pays dont elle a la nationalité ou, si elle n'a pas de nationalité, ne veut pas retourner dans le pays où elle avait sa résidence habituelle."

Aux termes du paragraphe 2 du statut, "l'activité du Haut Commissaire ne comporte aucun caractère politique; elle est humanitaire et sociale."

2. C'est dans ce cadre que le HCR s'acquitte de sa tâche en Argentine. Depuis quelques années, des réfugiés latino-américains pénètrent en Argentine, venant de pays voisins, et à la date du 31 décembre 1976, ils étaient quelque 16 000 à avoir été recensés et dûment enregistrés par la Commission de coordination de l'action sociale, groupement oecuménique d'institutions bénévoles créé à la suite d'accords entre le Gouvernement argentin, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations concernées. Cinq mille trois cent cinquante environ de ces réfugiés, comme l'indique le paragraphe 8 ci-après, ont été réinstallés dans d'autres pays. Sur les 11 000 réfugiés restants, 6 000 environ, qui attendent de pouvoir quitter le pays ou d'être autorisés à s'y établir à titre permanent, subsistent grâce aux diverses formes d'aide et de secours fournies par les institutions membres de la Comisión Coordinadora, avec des fonds provenant essentiellement du HCR et, dans une certaine mesure, d'institutions bénévoles. On trouvera ci-après des renseignements sur les trois principaux types d'activités menées par le HCR; protection internationale, assistance matérielle et réinstallation dans d'autres pays.

Protection internationale

3. Dans le cadre de sa mission de protection aux multiples aspects, le HCR a créé, à Buenos Aires et à Mendoza, des services chargés de déterminer si les requérants sont des réfugiés relevant de son mandat. Lorsque tel est le cas, les activités décrites au paragraphe 4 sont exercées en ce qui concerne :

- a) ceux qui sont détenus;
- b) ceux dont il faut assurer immédiatement la protection et la sécurité;
- c) ceux qui ont disparu.

4. a) Lorsqu'un réfugié est détenu sur mandat du pouvoir exécutif (Poder Ejecutivo Nacional), le HCR entreprend des démarches pour qu'il soit finalement libéré moyennant un ordre d'expulsion de l'Argentine; cet ordre n'est lancé que si le réfugié est admis à se réinstaller dans un autre pays.

b) Dans l'accomplissement de sa tâche qui consiste à assurer la protection et la sécurité des réfugiés en Argentine, le HCR intervient en faveur de personne et de certains groupes dont le cas est urgent et grave. Dans les cas de ce genre, le Haut Commissaire, outre les communications qu'il adresse immédiatement aux autorités supérieures, se tient constamment en contact avec les autorités locales et entreprend des démarches par l'intermédiaire des missions permanentes de l'Argentine à New York et à Genève.

c) Le HCR fournit aussi une assistance aux familles des réfugiés signalés comme disparus en formulant un recours d'habeas corpus et en le présentant aux tribunaux.

5. En outre, le HCR, assisté de la Commission de coordination de l'action sociale, facilite l'obtention de l'autorisation de résidence permanente (radicación) à ceux des réfugiés relevant de sa compétence, pour lesquels l'installation en Argentine est une solution possible leur permettant de travailler licitement et de subvenir ainsi à leurs besoins.

6. Le HCR coopère avec les autorités conformément au Décret 1483/76 en vertu duquel toutes les personnes qui se trouvent illégalement en Argentine et qui ne peuvent retourner dans leur pays d'origine pour des raisons politiques, sociales, raciales ou religieuses doivent s'être fait inscrire, avant le 30 novembre 1976, auprès de la Direction nationale des migrations. Les résultats de cet enregistrement doivent être annoncés prochainement. Le HCR est prêt à aider les autorités à régler tous les problèmes que pourrait soulever cette opération, en particulier en ce qui concerne les réfugiés qui, pour une raison quelconque, ne se sont pas fait inscrire, bien que les dispositions du Décret leur soient applicables.

Assistance

7. Comme on l'a vu au paragraphe 1, sur les 11 000 réfugiés originaires d'Amérique latine qui se trouvent actuellement en Argentine, environ 6 000 recevaient une assistance à la fin de 1976, en attendant qu'une solution durable soit adoptée à leur sujet. Le HCR prend ces réfugiés en charge et leur fournit des secours, principalement sous la forme d'abris, de vivres et de soins médicaux. D'autres formes d'aide comprennent une assistance juridique et sociale et, dans la mesure du possible, la réalisation de solutions durables en Argentine par la fourniture de logements à bas prix, ou d'outils et de matériel permettant aux réfugiés d'exercer certains métiers. L'assistance est octroyée par l'intermédiaire des institutions membres de la Commission de coordination de l'action sociale qui opèrent dans huit villes du pays, dont les principales sont Buenos Aires et Mendoza. Le total des dépenses engagées en 1976 pour l'entretien des réfugiés en attente de solutions durables s'est élevé à environ 2 500 000 dollars. Les autres formes d'assistance ont coûté environ 200 000 dollars. En outre, comme l'indique le paragraphe 5, le HCR aide des réfugiés à s'installer dans d'autres pays. Il se propose, dans la mesure de ses disponibilités financières, de poursuivre la réalisation du même programme en 1977, en s'efforçant particulièrement, chaque fois que c'est possible, de trouver des solutions durables.

Réinstallation

8. Dans de nombreux cas, la réinstallation dans d'autres pays s'avère la solution la plus appropriée - ou la seule possible - aux problèmes auxquels se heurtent les réfugiés. Depuis la fin de 1973, 15 000 réfugiés d'origine latino-américaine ont été acceptés sous les auspices du HCR par plus de 40 pays. Parmi eux, 5 350 - dont 2 300 en 1976 - venaient d'Argentine. Le montant total des dépenses qu'a supportées le HCR en 1976 pour le transport des réfugiés venant d'Argentine s'est élevé à environ 250 000 dollars; un certain nombre de pays hôtes ont couvert les frais de transport sans faire appel à des fonds internationaux. Le 22 juin 1976, le Haut Commissaire a lancé un appel à 34 gouvernements pour qu'ils offrent à des réfugiés en Argentine, qui en ont un urgent besoin, des possibilités de réinstallation. Comme précédemment, le HCR s'efforce de répondre aux exigences de la situation en coopérant avec les autorités argentines, qui se sont elles-mêmes adressées à un certain nombre de gouvernements au cours de l'année.